

Monsieur l'Orateur, les Indiens de la région de la baie James sont eux-mêmes en pourparlers avec le gouvernement provincial, et à moins qu'ils ne demandent l'aide du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, nous les laisserons mener leurs propres négociations.

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT RELATIVEMENT AUX INSTANCES DES ESQUIMAUX DU QUÉBEC

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le secrétaire parlementaire. Le gouvernement s'est-il rendu à la demande de l'Association des Esquimaux du Nord du Québec de les aider à présenter des instances officielles lors des discussions avec le gouvernement du Québec sur le projet de la baie James? Sinon, le gouvernement s'est-il entretenu de la question avec le gouvernement québécois?

M. Allan B. Sulatycky (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, des représentants des Esquimaux du Nord du Québec ont rencontré le ministre hier et il étudie leurs instances.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SERVICES DE MÉDECINS CANADIENS AU BANGLA DESH POUR LES CAS D'AVORTEMENT—L'AIDE FINANCIÈRE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné qu'un médecin américain qui pratique des avortements sur des femmes du Bangla Desh qui ont été violées par des soldats pakistanais a lancé un appel d'urgence pour obtenir de l'aide, et que le temps presse dans le cas de ces 20,000 femmes qui sont des victimes de la guerre d'une façon très réelle et tragique, puisqu'elles sont déshonorées et ne peuvent réintégrer leurs foyers, le gouvernement canadien fera-t-il part à celui du Bangla Desh de son désir d'envoyer dans ce pays des médecins canadiens qui offriront leurs services, ce qu'au moins un a déjà fait?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie la représentante de sa suggestion. Si M. Gérin-Lajoie n'est pas à Dacca aujourd'hui, il y sera bientôt et je lui ferai part de cette suggestion.

Mme MacInnis: Le gouvernement envisagerait-il de communiquer à l'Association médicale canadienne une offre d'aide financière pour les médecins désireux d'accorder une telle aide immédiate au Bangla Desh?

L'hon. M. Sharp: Je prends sûrement note de cette suggestion.

* * *

LE LOGEMENT

LES HABITATIONS À LOYER MODIQUE—LE BESOIN DE NORMES PLUS SÉVÈRES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé

des Affaires urbaines et s'inspire de la récente tragédie survenue dans une habitation à loyer modique. Le gouvernement va-t-il prendre des mesures pour relever les normes de sécurité et d'hygiène dans ces logements et les études ministérielles dans ce domaine seront-elles portées à la connaissance des députés qui s'intéressent à la chose?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Ma foi, monsieur l'Orateur, toute habitation construite grâce au financement ou à l'aide de la Société centrale d'hypothèques et de logement doit satisfaire aux normes de construction, de sécurité et autres de la Société. Ces normes font l'objet des études constantes du Conseil national de recherches, qui tâche de les rendre aussi efficaces que possible.

L'AMÉLIORATION DU LOGEMENT CHEZ LES MÉTIS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Étant donné l'exposé révélateur, dans les deux derniers numéros du *Globe and Mail*, sur la situation affreuse des Métis au Canada et leurs conditions de vie non moins affreuses, particulièrement du côté du logement, le ministre est-il au courant de la chose et envisage-t-il dans l'immédiat des projets pour remédier à cette intolérable état de choses?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, lors d'une assemblée qui réunissait, il y a quelques semaines, mon secrétaire parlementaire et des représentants de l'Association, une subvention considérable fut accordée à plusieurs groupes des Métis pour améliorer les conditions de logement chez eux. Plusieurs subventions leur ont été accordées pour la formation de fonctionnaires qui se chargeront de leurs demandes en matière de logement et de l'amélioration de la situation. Je pourrais en dire long là-dessus. La Société centrale d'hypothèques et de logement et mon ministère s'occupent activement de la chose.

M. Alexander: Sauf erreur, on a demandé une subvention d'environ 18 millions de dollars pour le logement. Est-ce là un des points approuvés par le ministre? Sinon, va-t-il faire droit immédiatement à cette demande de la part des Métis?

L'hon. M. Basford: Il me faudrait examiner l'article dont parle le député et que je n'ai pas lu.

LES RÉSIDENCES MOBILES—LE FINANCEMENT PAR LA SCHL

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, le ministre dirait-il à la Chambre si la Société centrale d'hypothèques et de logement songe à assurer le financement des résidences mobiles?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, elles répondent d'ores et déjà à certaines exigences pour les prêts de la Société si elles respectent les règlements en vigueur.